

La France dans le nouveau « Kriegspiel » mondial

Note de lecture du livre de Jean-Michel Quatrepoint, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, journaliste économique, *Le Choc des Empires* (le débat Gallimard ; mars 2014), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.

Dans son dernier livre, Jean-Michel Quatrepoint propose une grille de lecture décapante des relations internationales. Trois pays semblent désormais dominer l'économie mondiale : l'empire américain, la « germanie » et l'empire du Milieu. Et la France dans ce « Kriegspiel » mondial ? L'auteur, qui n'est pas un déclinologue, démontre qu'un sursaut est encore possible.

C'est autour de trois pays, les États-Unis, la Chine et l'Allemagne que s'organise le XXI^{ème} siècle. Difficile de déterminer l'issue de ce grand jeu mondial, même si un affrontement majeur – entendre militaire – est à exclure, dans la mesure où aucun des trois grands acteurs ne le souhaite, tant les interdépendances sont fortes. Au pire, on peut assister à une « certaine guerre froide » [page 22]

La *Chinamérique* tout d'abord – le G2 – n'est plus à l'ordre du jour. Il s'agit pour les Américains, au contraire, d'isoler la Chine, c'est le retour de la politique du *containment*, le Japon étant une pièce maîtresse dans la stratégie américaine, et le double accord de libre-échange (transpacifique et transatlantique) étant « un moyen de contrer la Chine, d'isoler la Russie, et de se remettre au centre du jeu mondial ». « Deux économistes américains, Niall Ferguson et Moritz Schularick, ont inventé le terme, non pas de *Chinamerica*, mais de *Chimerica*, pour qualifier la relation symbiotique entre la croissance chinoise portée par les exportations et la consommation excessive de l'Amérique financée par la dette. La *Chimerica* serait donc, à l'image de la Chimère de la mythologie grecque, un monstre hybride, qui n'a pas d'avenir, tant elle a généré dans l'économie mondiale des distorsions massives et terrifiantes. » [page 100].

Toutefois, la *ChinAllemagne* paraît plus réaliste, car la Chine est pour l'Allemagne mercantiliste « un relais de croissance pour ses exportations ; elle est son partenaire, a priori incontournable, pour demain [...]. Pour la Chine, l'Allemagne, c'est l'Europe ». Cela tombe bien, écrit plus loin Jean-Michel Quatrepoint, puisque l'Europe, à défaut d'être allemande comme on peut souvent le lire, est à l'image de l'Allemagne, tant elle a su se hisser au sommet de l'Europe – souhait formulé par Angela Merkel en 2005 – et s'assurer une position hégémonique. L'auteur ajoute même que « l'Europe est le seul nationalisme que [l'Allemagne] peut se permettre » [page 145], et c'est ainsi aux pays d'Europe qu'elle entend imposer ses règles et sa pensée économique. Forte de son second miracle économique et de l'affaiblissement parallèle de la France, elle a également su profiter de l'élargissement consécutif à la réunification pour faire des pays d'Europe de l'Est – la *Mitteleuropa* – un nouvel *hinterland*, complètement intégré à la stratégie industrielle des entreprises allemandes. Tout cela pendant que la France échouait à faire fonctionner une Union Pour la Méditerranée qui, avec davantage de volonté politique, avait vocation à dynamiser une aire de co-développement (notamment sur le plan industriel) presque évidente. Une vue d'ensemble qui conduit l'auteur à remettre en lumière les analyses de Pierre Béhar : « Géopolitiquement, [...] Berlin est une capitale d'empire » [page 155].

Cependant, avec le sociologue allemand Ulrich Beck, on comprend que « le potentiel de pression dont dispose l'Allemagne [est issu] de la menace d'effondrement économique. La stratégie du refus [...] est le levier central de la puissance économique allemande » [page 196]. On a donc une stratégie vis-à-vis des partenaires européens associée à une stratégie mercantiliste sur le plan économique. C'est sur ce dernier plan que l'Allemagne est en train de réaliser un pivotement remarquable qui a pour but d'étendre l'*hinterland* au monde, faisant alors de la zone euro la base-arrière de son industrie. Pour en faire la démonstration, Jean-Michel Quatrepoint rappelle quelques chiffres essentiels : en 2007, 65% du colossal excédent commercial allemand (près de 200 milliards d'euros) était réalisé à l'intérieur de l'Union Européenne, 35% à l'extérieur ; en 2012, seulement 26% était réalisé à l'intérieur de l'UE [page 207]. Le mouvement s'accélère même en 2013 puisque 78% de l'excédent a été réalisé hors de l'UE [source : Eurostat].

Comment la France en est-elle arrivée à un tel point de relégation ? Pour l'auteur, quatre erreurs stratégiques l'expliquent : « La première fut de ne pas dévaluer en 1981. La deuxième de ne pas mieux négocier la réunification et l'élargissement. La troisième, qui découle des deux précédents, de pas s'affronter à la Bundesbank » [page 161]. Et enfin, la quatrième erreur, la monnaie unique, copie conforme du mark allemand. Cela traduit avant tout une faillite de la classe dirigeante française, qui « a fait passer les intérêts de la construction européenne avant ceux de la France », quand l'Allemagne utilisait cette même construction européenne pour servir ses propres intérêts [page 161].

Pour ne pas sortir de l'Histoire, la France, devenue l'Homme malade de l'Europe, devrait redécouvrir le lien État-Nation-Entreprise, revitaliser un modèle mourant et trouver un « nouveau pacte fondateur ». Comment ? « En entrant de plain-pied dans la troisième révolution industrielle », celle qui transforme l'économie en Iconomie, c'est-à-dire « l'intelligence partagée en réseau, [...] une 'reconception' d'ensemble des *process* de production, de l'organisation même des entreprises, des administrations », dans lesquels le « cerveau d'œuvre » remplace la main d'œuvre [pages 249-250]. Toutefois, cette proposition peut poser problème, du point de vue sociétal, car avec Christophe Guilluy, on peut estimer que si « la machine économique [...] a besoin de cadres dans des secteurs de pointes et d'immigrés à exploiter dans les services [...], les autres catégories [les couches populaires] sont alors rejetées à la périphérie » [Interview accordée au Figaro le 06 juin 2014]. Autrement dit, on ne voit pas bien quelle pourrait être la place que pourraient occuper les catégories modestes, déjà peu intégrées économiquement, dans la transition industrielle préconisée par Jean-Michel Quatrepoint.

Enfin sur le plan international, ce qui manque à la France, écrit l'auteur, c'est une stratégie au service d'une vision, alors qu'elle pourrait « mener une diplomatie autonome, originale, jouer [sa] propre partition avec ceux qui sont un peu les exclus [du] *Kriegspiel* mondial », sur la base d'intérêts communs [page 260], avec, encore une fois, les pays du Sud de la Méditerranée en particulier.